

RAMADHAN POLITIQUE 2016

Sur fond de léthargie

Le mois de Ramadhan qui s'achève aura été marqué, au plan politique, par une grande léthargie frappant aussi bien le personnel du pouvoir que celui de l'opposition. Cela, même si ce mois a été inauguré par un remaniement partiel du gouvernement Sellal.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - En fait, ce mois est une sorte d'arrêt sur image de la scène politique nationale à mi-chemin entre la présidentielle de 2014 et celle prévue, officiellement, sauf, bien sûr, imprévu, en 2019 : un pouvoir sur ses gardes mais qui frappe sans état d'âme quand il se sent menacé, et une opposition qui s'essouffle progressivement.

Le dernier remaniement partiel du 11 juin, censé donner un second souffle à un exécutif trop technocrate pour faire face à une lourde crise économique chronique, n'aura finalement été qu'un «réaménagement» interne au Front de libération nationale, dans le sens souhaité et obtenu par Ammar Saâdani ! C'est avec ce dernier, et nul autre, que Abdelmalek Sellal avait procédé à ce remaniement qui aura provoqué, nous confie-t-on de plusieurs sources crédibles, une grosse colère chez le plus proche cercle présidentiel qui n'a pas été associé ni même consulté sur certaines nominations ou limogeages ! A peine si Abdelaziz Bouteflika avait-il opposé son veto sur la nomination de Abdelkader Ouali, actuel ministre des Ressources en eau et membre du comité central du FLN, au poste de ministre de l'Intérieur, comme souhaité par le duo Sellal-Saâdani.

«Il faut garder l'actuel (Nouredine Bedoui, Ndlr)», aurait tout simplement tranché Bouteflika. C'est dire que ce remaniement aura été un authentique flop, étant mal perçu y compris au sein du pouvoir. D'où la certitude de nous acheminer vers un autre remaniement, le sixième en moins de quatre ans, de ce gouvernement Sellal. Probablement dès la rentrée. Dans la foulée, Sellal avait également procédé à quelques changements à la tête de certaines structures de l'Etat, comme la Direction des Domaines ou l'Autorité de régulation de la poste et télécommunications.

Auparavant, c'était la Banque d'Algérie qui changeait de mains, comme réclamé également par...

Ammar Saâdani ! Mais comble des paradoxes, ce dernier, qui a obtenu en un mois à peu près tout ce qu'il voulait, aura, encore une fois, disparu des radars depuis quelques semaines ! «Son implication directe dans le dernier remaniement n'a pas du tout été appréciée dans l'entourage du Président», nous explique-t-on de bonne source. Mais l'homme sait se faire oublier, en pareilles circonstances. Il a agi de la sorte à plusieurs reprises, dont la dernière en pleine tempête diplomatique entre Alger et Paris, en avril dernier.

A l'horizon, rien de prévu comme activité publique pour Ammar Saâdani qui se contente, après son retour au pays il y a une semaine, de téléguider son groupe

parlementaire majoritaire à l'Assemblée, pour faire passer toutes les lois programmées en ce mois de Ramadhan et dont certaines ont été fortement inspirées par lui. En face non plus, c'est-à-dire du côté de l'opposition, ce n'est pas la grande forme en ce moment. Pourtant, ce ne sont pas les opportunités qui manquent pour se faire entendre. A commencer par le scandale des fuites des sujets du bac. Mais là, il est vrai, les islamistes ont eu le mérite de se distinguer du lot en rappelant, au besoin, que leur projet de société médiévale qu'ils proposent comme «alternative» n'a rien perdu de sa nature mortelle pour le pays ! Ce n'est pas tout et ce mois de Ramadhan 2016 aura été celui des rappels douloureux sur l'étendue de la crise économique qui nous frappe de plein fouet, comme finira par l'avouer Abdelmalek Sellal à partir de Tiaret, le 23 juin dernier, mais aussi d'une interven-



Abdelmalek Sellal.

tion brutale et musclée du pouvoir, dans le domaine des médias.

Avec une férocité semblable à celle de 2004, le pouvoir aura réussi, en une semaine, à faire presque oublier que la révision constitutionnelle d'avril 2016 avait définitivement banni la peine d'em-

prisonnement pour les journalistes.

L'affaire *El Khabar* et ses «dérivés» prouve, de manière éclatante, que quand ce sont ses propres intérêts qui sont en jeu, le pouvoir ne reconnaît qu'une seule loi : la sienne propre.

K. A.

IL ANNONCE SON PROGRAMME POUR SORTIR LE PAYS DE LA CRISE

Chakib Khelil en campagne ?

Comme chaque année à la même époque, l'activité politique enregistre une baisse sensible. Cette situation ne semble cependant pas concerner Chakib Khelil qui poursuit son chemin dans un but de plus en plus évident...

Abla Chérif - Alger (Le Soir) - Son récent passage dans la wilaya de Batna est édifiant. Invité à une conférence-débat autour de la situation économique que traverse le pays, Chakib Khelil a révélé à l'assistance le processus à suivre pour dépasser la crise. Les idées émises ressemblent étrangement à un programme élaboré en bonne et due forme et qui n'attend, en fait, que le moment opportun pour être appliqué.

Face aux experts en économie, aux journalistes, hommes d'affaires et représentants de la société civile invités pour la circonstance, l'ancien ministre de l'Energie révèle 16 propositions qui permettront, selon lui, à l'économie algérienne de sortir de l'impasse dans laquelle elle se trouve.

Il s'avère que ces propositions dépassent largement le cadre économique. Tous les aspects sont évoqués, à la manière d'un candidat qui expose son programme pour parvenir à un poste de haute importance. Ainsi, il évoque la nécessité de s'attacher à l'identité nationale historique et religieuse, celle d'aller vers la création de 400 000 postes d'emploi annuellement, la volon-



Chakib Khelil.

té de préserver la sécurité et la paix sociale en prenant en charge les couches défavorisées. La liste est longue, diversifiée et n'omet aucun secteur. A qui le conférencier adresse-t-il son message ? Aux autorités ? Ces dernières n'ont pas été évoquées une seule fois durant toutes les longues heures qu'a duré le débat.

Chakib Khelil en campagne ? Sa «sortie» publique n'étonne pas. Au contraire, elle semble conforter les différentes thèses qui circulent depuis un certain temps sur ses intentions d'accéder à de très hautes fonctions dans le pays.

Certains médias locaux et étrangers ont

annoncé que l'ancien ministre avait sollicité l'aide de certaines figures de la révolution algérienne sans que l'information soit démentie. Tout ceci donne, en tous les cas, davantage de crédit aux propos du secrétaire général du FLN, réputé pour être l'homme qui annonce tout. Dans une interview, Ammar Saâdani a clairement expliqué que le Président Bouteflika avait l'intention d'octroyer à Chakib Khelil un poste officiel et que celui-ci avait «le droit de renouer avec la gestion en tant que cadre et ce, quel que soit ce poste que va lui accorder le président de la République».

Jusqu'ici, les informations annoncées par Ammar Saâdani se sont toujours vérifiées sur le terrain. C'est même lui qui semble avoir été officiellement chargé de préparer le retour de l'ancien ministre de l'Energie et de mener l'opération de réhabilitation qui a précédé son arrivée en Algérie.

De son côté, Chakib Khelil semble avoir décidé de prendre ses distances vis-à-vis des responsables des principales formations politiques, affirmant qu'il n'avait besoin ni «du FLN ni du RND» pour mener sa mission comme il l'entend. Une mission qui l'a d'abord mené à rechercher la «baraka» à travers de nombreuses zaouïas du pays avant de passer à une étape supérieure en animant des conférences-débats où il expose son programme pour l'Algérie de demain...

A. C.

LOUISA HANOUNE :

«Nous ne pouvons pas changer le système de l'intérieur»

Changement de cap notable chez la patronne du Parti des travailleurs qui semble revenir, comme nombre de ses pairs de l'opposition, de ses illusions de faire évoluer le système de l'intérieur.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - L'adoption en bloc, la semaine dernière, de toute une batterie de projets de lois dont notamment les deux portant régime électoral et Haute instance indépendante de surveillance des élections, a tout l'air de faire admettre pour nombre d'acteurs politiques, et une bonne fois pour toutes, la réalité du système politique dans le pays.

Dernière personnalité d'envergure à se rendre à cette réalité, la secrétaire générale du Parti des

travailleurs qui se dit, plus que jamais convaincue, que «le changement démocratique ne peut émaner de l'intérieur du système en place».

Une conclusion à laquelle se sont rendus, avant elle, bien d'autres de ses pairs de la classe politique, certains d'entre eux, se sont même essayés vainement et avec les dégâts que l'on sait, au partage des responsabilités gouvernementales. «Nous ne pouvons pas changer le système de son

intérieur. Seuls le peuple et les travailleurs peuvent le faire», soutenait, en effet, hier samedi, Louisa Hanoune, dans une allocution à l'occasion d'une cérémonie commémorative du 26^e anniversaire du parti. Une naissance intervenue au tout début du recouvrement par le pays du multipartisme qui était déjà de mise durant même la longue nuit coloniale, fera-t-elle remarquer, comme pour signifier que les derniers projets de lois «comprador, anticonstitutionnels et antinationaux adoptés dans la violence» et les «atteintes répétitives aux libertés remettent en cause ces acquis démocratiques en général, et le multipartisme plus

particulièrement». Un recul sur le plan politique couplé à des difficultés économiques et sociales qui menacent, selon elle, jusqu'à l'existence même de la Nation ainsi «mise en danger» comme jamais auparavant.

Seul bémol que la patronne du PT relèvera, c'est que, «contrairement à octobre 1988, le peuple algérien n'aura pas à mener le combat tout seul», le monde pululant de scénarios similaires, expliquera-t-elle. Un peuple qui dans sa majorité, ajoutera-t-elle, «n'acceptera jamais de se suicider pour le simple plaisir de la minorité».



M. K. Louisa Hanoune, présidente du PT.